



A Rennes, comme ailleurs, la situation est intolérable !

Actuellement, c'est environ 400 personnes, pour certaines avec de très gros problèmes de santé, qui n'ont pour lieu de vie que des tentes dans les conditions les plus précaires dans le parc des Gayeulles. Des enfants, étant à la rue, n'ont pas fait la rentrée !

À l'approche de l'hiver, un squat a été ouvert par un collectif le samedi 14 septembre dans un hangar inutilisé. La ville de Rennes a déclaré, qu'elle ne ferait rien pour ce nouvel abri. Par ailleurs elle refuse toujours d'appliquer son pouvoir de réquisition de logements libres.

Les exilé.e.s du campement des Gayeulles ont été réveill.e.s le jeudi 12 septembre au matin par un important dispositif policier !

Nos associations avaient fourni la semaine précédente une liste de soixante noms de demandeurs d'asile qui, nous avait-on dit, serait considérée comme « fermée » (c'est à dire sans possibilité de rajouts). Ce matin là, le représentant de la préfecture disait être venu pour « la compléter ». Un dispositif totalement disproportionné avec 12 fourgons de CRS et une dizaine de véhicules de gendarmerie pour un simple recensement des 353 personnes, dont 61 enfants, qui ont établi leur abri de fortune dans deux clairières du parc des Gayeulles depuis le début de l'été. Pendant plus de deux heures, ce lieu a été encerclé empêchant les exilé.e.s de sortir, tenant à distance les soutiens et empêchant les enfants de se rendre à l'école.

Nous ne cessons d'alerter les pouvoirs publics sur les conditions de vie indignes des exilé.e.s, la seule réponse de l'État face à cette urgence humanitaire est un contrôle d'identité qui a conduit à 4 arrestations. Situation sans précédent à Rennes. Plus de 350 personnes, dont une soixantaine d'enfants et des personnes gravement malades souffrant de lourdes pathologies dans un campement, c'est du jamais vu.

La Préfète déclarait dans la presse le 4 septembre : « l'État héberge et accueille ceux qui sont éligibles au droit d'asile ». Une déclaration qui sonnait comme une provocation, alors que depuis le 1er juillet le 115 refuse de prendre en charge tous les demandeurs d'asile du département. Elle préfère accuser les associations d'être responsables de cette situation plutôt que de respecter les droits fondamentaux

Nous ne pouvons tolérer une telle violence d'État et nous demandons la libération immédiate des 2 personnes maintenues au CRA depuis cette opération de chasse aux migrants et la mise à l'abri de toutes les personnes « vivant » sur le bidonville des Gayeulles.

STOP au harcèlement et à la répression !
Papiers et logements pour tou.te.s !
Egalité des droits !

Le Collectif inter-organisations de soutien aux personnes exilées de Rennes



A Rennes, comme ailleurs, la situation est intolérable !

Actuellement, c'est environ 400 personnes, pour certaines avec de très gros problèmes de santé, qui n'ont pour lieu de vie que des tentes dans les conditions les plus précaires dans le parc des Gayeulles. Des enfants, étant à la rue, n'ont pas fait la rentrée !

À l'approche de l'hiver, un squat a été ouvert par un collectif le samedi 14 septembre dans un hangar inutilisé. La ville de Rennes a déclaré, qu'elle ne ferait rien pour ce nouvel abri. Par ailleurs elle refuse toujours d'appliquer son pouvoir de réquisition de logements libres.

Les exilé.e.s du campement des Gayeulles ont été réveill.e.s le jeudi 12 septembre au matin par un important dispositif policier !

Nos associations avaient fourni la semaine précédente une liste de soixante noms de demandeurs d'asile qui, nous avait-on dit, serait considérée comme « fermée » (c'est à dire sans possibilité de rajouts). Ce matin là, le représentant de la préfecture disait être venu pour « la compléter ». Un dispositif totalement disproportionné avec 12 fourgons de CRS et une dizaine de véhicules de gendarmerie pour un simple recensement des 353 personnes, dont 61 enfants, qui ont établi leur abri de fortune dans deux clairières du parc des Gayeulles depuis le début de l'été. Pendant plus de deux heures, ce lieu a été encerclé empêchant les exilé.e.s de sortir, tenant à distance les soutiens et empêchant les enfants de se rendre à l'école.

Nous ne cessons d'alerter les pouvoirs publics sur les conditions de vie indignes des exilé.e.s, la seule réponse de l'État face à cette urgence humanitaire est un contrôle d'identité qui a conduit à 4 arrestations. Situation sans précédent à Rennes. Plus de 350 personnes, dont une soixantaine d'enfants et des personnes gravement malades souffrant de lourdes pathologies dans un campement, c'est du jamais vu.

La Préfète déclarait dans la presse le 4 septembre : « l'État héberge et accueille ceux qui sont éligibles au droit d'asile ». Une déclaration qui sonnait comme une provocation, alors que depuis le 1er juillet le 115 refuse de prendre en charge tous les demandeurs d'asile du département. Elle préfère accuser les associations d'être responsables de cette situation plutôt que de respecter les droits fondamentaux

Nous ne pouvons tolérer une telle violence d'État et nous demandons la libération immédiate des 2 personnes maintenues au CRA depuis cette opération de chasse aux migrants et la mise à l'abri de toutes les personnes « vivant » sur le bidonville des Gayeulles.

STOP au harcèlement et à la répression !
Papiers et logements pour tou.te.s !
Egalité des droits !

Le Collectif inter-organisations de soutien aux personnes exilées de Rennes